

ÉDITO

Espagne : l'État capturé. Anatomie d'une dérive sans équivalent en Europe

Par **Gustavo DE ARISTEGUI**



Gustavo DE ARISTEGUI est diplomate de carrière, a été ambassadeur d'Espagne en Inde, accrédité au Bhoutan, Népal, Maldives et Sri Lanka. Il est analyste géopolitique et ancien parlementaire espagnol (2000-2012).

Auteur de quatre ouvrages sur le terrorisme islamiste, il est chroniqueur régulier dans La Razón et El Debate Tv et radio.

Le 5 octobre 2026, au lendemain du rejet par le Congrès des députés de ses deux décrets sur le logement, Pedro Sánchez a dissous les Cortes Generales et convoqué des élections générales anticipées pour le 29 novembre. L'annonce, mise en scène comme un appel au peuple contre une prétendue « vague ultradroitière », ne saurait masquer l'essentiel : un gouvernement minoritaire, privé de budget depuis trois ans et cerné par les tribunaux, arrive au terme d'une dérive dont il convient de dresser le diagnostic avec la froideur de l'analyste plutôt qu'avec la passion du polémiste.

I. Une social-démocratie excentrique

Le Partido Socialista Obrero Español (PSOE, Parti socialiste ouvrier espagnol) n'est plus un parti social-démocrate au sens où l'entendent ses homologues européens. Depuis le congrès de Bad Godesberg du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD, Parti social-démocrate d'Allemagne) en 1959, la social-démocratie continentale s'est construite sur l'acceptation de l'économie de marché, du parlementarisme et du compromis central ; les sociaux-démocrates danois ont même fait de la maîtrise migratoire l'un de leurs piliers. Le PSOE de Pedro Sánchez a suivi le chemin inverse : coalition gouvernementale avec Sumar, plateforme qui intègre le Partido Comunista de España (PCE, Parti communiste d'Espagne) – d'où le qualificatif de gouvernement « social-communiste » –, dépendance parlementaire à l'égard des indépendantistes catalans et d'EH Bildu, héritier de la mouvance d'ETA, et rhétorique de polarisation permanente. Il est devenu un parti populiste

de gauche radicale, excentrique au sens propre du terme : extérieur au centre de gravité de sa propre famille idéologique.

Cette mutation obéit à une logique électorale. La gauche radicale née de la crise de 2008-2012 – Podemos, puis Sumar, les mareas et leurs déclinaisons régionales – a été littéralement phagocytée. Sumar avait recueilli 12,3 % des suffrages en juillet 2023 ; fin août 2026, l'institut Sigma Dos ne lui en accordait plus que 6,6 %, et 2,8 % à Podemos, tandis que le PSOE, à 25,4 %, reculait sans s'effondrer. Si le socialisme espagnol ne sombre pas au terme d'une gestion aussi calamiteuse, c'est qu'il a dévoré la base électorale de ses alliés. Le baromètre de mai du Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS, Centre de recherches sociologiques), dirigé par le dirigeant socialiste José Félix Tezanos, lui attribuait pourtant 36,2 % des voix, soit onze points de plus que les instituts privés : l'écart dit tout de la colonisation des instruments publics de mesure.

« Un gouvernement minoritaire, privé de budget depuis trois ans et cerné par les tribunaux, arrive au terme d'une dérive. »

II. Gouverner sans avoir gagné, promettre sans jamais tenir

Le 23 juillet 2023, le Partido Popular (PP, Parti populaire) remportait les élections avec 137 sièges, contre 121 au PSOE, et une avance nette en voix. Pedro Sánchez – qui détenait déjà le record du chef de gouvernement investi avec le moins de députés propres, 84 lors de la motion de censure de 2018 –

s'est maintenu au pouvoir par une coalition contre nature, au prix d'un reniement méthodique de ses lignes rouges. En septembre 2019, il assurait qu'il ne dormirait pas tranquille avec Podemos au gouvernement ; deux mois plus tard, il l'y faisait entrer. Il promettait de ramener Carles Puigdemont devant la justice espagnole ; il a fini par négocier avec lui. Après les grâces accordées en Conseil des ministres, en 2021, aux dirigeants condamnés du procès, vint la loi d'amnistie, que son propre camp jugeait inconstitutionnelle jusqu'à la veille du scrutin et qu'il a concédée en échange des sept voix de Junts (parti indépendantiste catalan). Felipe González, qui dirigea le PSOE pendant vingt-trois ans, a qualifié cette loi de « barrabasada » et fait savoir qu'il ne voterait pas pour un PSOE conduit par Sánchez.

À cela s'ajoute une anomalie budgétaire sans précédent. Aucune loi de finances n'a été adoptée de toute la législature : les Presupuestos Generales del Estado de 2023 ont été prorogés en 2024, en 2025 puis en 2026, alors que l'article 134 de la Constitution impose au gouvernement de présenter chaque année son projet. Felipe González, encore lui, y voit une violation de la Loi fondamentale.

III. La corruption comme système

Le parti qui prétendait « régénérer » la vie publique accumule les affaires les plus graves de la démocratie espagnole. Le 22 juin 2026, le Tribunal suprême a condamné José Luis Ábalos, ancien ministre des Transports et ancien secrétaire à l'Organisation, numéro deux du parti, à vingt-quatre ans et trois mois de prison pour organisation criminelle, corruption, trafic d'influence et détournement de fonds publics : la peine la plus lourde jamais infligée à un ancien membre du gouvernement depuis 1978. Son conseiller Koldo García a écopé de dix-neuf ans et huit mois. La haute juridiction souligne que de tels agissements sapent l'architecture démocratique de l'État. Son successeur à l'Organisation, Santos Cerdán, placé en détention

provisoire en 2025, demeure au centre de l'enquête sur les commissions occultes liées aux marchés de travaux publics. L'ancienne présidente de l'Administrador de Infraestructuras Ferroviarias (Adif, gestionnaire public du réseau ferroviaire), Isabel Pardo de Vera, et l'ancien directeur général des Routes, Javier Herrero, sont mis en examen pour des attributions présumées truquées; un ancien président de la Sociedad Estatal de Participaciones Industriales (SEPI, Société d'État de participations industrielles) est également visé. Paco Salazar, pressenti en 2025 pour rejoindre la nouvelle direction de l'Organisation, en fut écarté après des plaintes internes de collaboratrices pour harcèlement sexuel; installé en Argentine, il y exerce comme consultant électoral, au moment même où le registre des électeurs résidant à l'étranger a gonflé de 420 300 inscrits depuis 2023 sous l'effet de la «loi des petits-enfants» – coïncidence que l'opposition juge pour le moins suspecte.

Le cercle familial n'est pas épargné. Le 14 juillet 2026, l'Audience provinciale de Badajoz a condamné David Sánchez, frère du président, à neuf ans d'incapacité et d'interdiction d'exercer une fonction publique pour prévarication administrative (jugement frappé d'appel). Son épouse, Begoña Gómez, sera jugée par un jury populaire pour trafic d'influence et détournement de fonds publics. La presse a par ailleurs documenté les saunas et le lupanar madrilènes qu'exploitait son beau-père, Sabiniano Gómez, et des enregistrements de l'ancien commissaire Villarejo évoquant des caméras cachées destinées à filmer des personnalités. Quant à la thèse doctorale du chef du gouvernement, accusée depuis 2018 de plagiat et de rédaction partielle par un tiers, elle n'a jamais fait l'objet d'un examen académique indépendant. Rappelons qu'en Allemagne Karl-Theodor zu Guttenberg (2011) et Annette Schavan (2013), en Hongrie le président Pál Schmitt (2012), ont démissionné pour moins que cela.

Enfin, José Luis Rodríguez Zapatero, mentor politique de Sánchez et intermédiaire assidu du régime chaviste, est devenu le premier ancien président du gouvernement mis en examen depuis la Transition, dans l'affaire du sauvetage public de la compagnie Plus Ultra. Les cent trois bijoux découverts dans le coffre de son bureau ont été estimés à 1,32 million d'euros par la maison Ansorena, et à près de deux millions selon une contre-expertise;

le juge enquête pour fraude fiscale et contrebande. D'autres enquêtes sont en cours contre lui.

IV. La capture des arbitres

Steven Levitsky et Daniel Ziblatt ont montré, dans *How Democracies Die* (2018), que les régimes qui dérivent commencent par capturer les arbitres. Le Tribunal constitutionnel, présidé par Cándido Conde-Pumpido, ancien procureur général de Zapatero, a avalisé l'amnistie et s'est mué en chambre d'enregistrement des audaces juridiques de l'exécutif. Le procureur général de l'État, Álvaro García Ortiz, a été condamné par le Tribunal suprême – une première absolue. Un ancien ministre de l'Économie a été nommé gouverneur de la Banque d'Espagne. La tentative de mainmise sur le pouvoir judiciaire, en revanche, a échoué, grâce à la résistance des magistrats.

La Garde civile a subi l'assaut le plus grave. Le 2 juillet 2026, le juge de l'Audience nationale Santiago Pedraz a mis en examen sa directrice générale, Mercedes González, et son directeur adjoint opérationnel (DAO, Director Adjunto Operativo), le lieutenant-général Manuel Llamas, pour prévarication et entrave à la justice: jamais les deux têtes de l'institution n'avaient été poursuivies simultanément. L'ancien chef de l'Unidad Central Operativa (UCO, Unité centrale opérationnelle) a déclaré que le DAO avait demandé de «se mettre de profil» dans les affaires à incidence politique. Au sein de la Police nationale, le DAO José Ángel González a démissionné en février 2026 après qu'un tribunal eut admis la plainte d'une subordonnée pour agression sexuelle. Le rapport 2026 de la Commission européenne sur l'État de droit constate des progrès «limités» contre la corruption de haut niveau et relève que les attaques contre les juges minent la confiance publique.

V. Les égouts du pouvoir

Le plus grave reste à dire. Dans une ordonnance du 27 mai 2026, le juge Pedraz décrit une organisation «dirigée par Santos Cerdán et coordonnée par Leire Díez», militante socialiste, chargée de recueillir des informations compromettantes sur des juges, des procureurs et des agents de l'UCO afin d'intimider, de faire chanter ou de détruire ceux qui

enquêtaient sur le parti et sur l'entourage du président. L'UCO a perquisitionné le siège du PSOE, rue Ferraz; la gérante du parti, mise en examen pour faux en écriture, a déclaré que c'était Cerdán qui ordonnait les paiements. Le financement du parti est désormais en cause devant la justice.

Dans ce contexte, un rapport de trente-deux pages de l'UCO détaille les contacts établis en 2024 et 2025 avec deux clans de narcotrafiquants de Badajoz pour porter atteinte à l'intégrité physique de la juge Beatriz Biedma, qui instruisait l'affaire du frère du président. Un carnet saisi chez Leire Díez porte la mention «Juge de Badajoz». La cheffe de l'un des clans a refusé. Un membre de ce même clan affirme que le véritable dessein était de l'assassiner; ce témoignage n'est pas encore établi judiciairement, mais la magistrate s'est constituée partie civile et était appelée à témoigner le 8 octobre. Norberto Bobbio définissait la démocratie comme le gouvernement du pouvoir public en public. Ces «cloaques» en sont l'exacte négation.

Conclusion

J'écris ces lignes avec un malaise que je n'avais jamais éprouvé en décrivant mon propre pays. Aucune démocratie européenne ne survivrait à un seul de ces scandales; l'Espagne les cumule. Elle est devenue un cas à part: ni démocratie pleine ni démocratie imparfaite au sens des typologies classiques, mais un système où une coalition cherche à se perpétuer au pouvoir en neutralisant les contre-pouvoirs. Montesquieu l'avait écrit: «il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice». Le 29 novembre, les Espagnols ne choisiront pas seulement un gouvernement; ils diront si ce principe a encore cours chez nous ●

« Aucune démocratie européenne ne survivrait à un seul de ces scandales ; l'Espagne les cumule. »



© Adrián Valverde, Unsplash

EXPERT INSIGHT

What can China-US nuclear stability look like?

Publié par The Ambassador Partnership le 25 Septembre 2026

Par Zhou BO



Zhou Bo is a retired senior colonel of the People's Liberation Army (PLA). He is a Senior fellow of the Center for International Security and Strategy Tsinghua University, and Distinguished Fellow of the Global Governance Institution (GGI).

What is the primary goal of the China-US nuclear relationship? Strategic stability. There are six nuclear-related issues that will matter for that stability in years to come.

China will not seek nuclear parity with the US, although China's nuclear arsenal will grow further. Beijing maintains that its nuclear arsenal is aimed at being "small and effective". The Pentagon estimates that China will possess 1500 nuclear warheads by 2035. Even if this turns out to be true, China's nuclear arsenal will still fall well short of parity with America's more than 5000 nuclear warheads.

The purpose of that expansion? To ensure that China has a reliable nuclear second-strike capability and that no country dare to contemplate a first strike on China in any circumstances. This ought to be seen as reassuring in a Washington which ought to worry that, if China has only a small number of nuclear weapons, it could be the first to use those weapons in a worst-case scenario.

« What is the primary goal of the China-US nuclear relationship? Strategic stability. »

China's no-first-use policy on nuclear weapons will continue to be honored. China, having maintained no-first-use for over six decades, has no wish to abandon it now, even if it is becoming ever-stronger. Although China has not ruled out the possibility of using non-peaceful means for eventual reunification with Taiwan, it has never mentioned the use of nuclear weapons against the people of Taiwan, whom Mainlanders refers to as "compatriots."

Beijing has called for all nuclear powers to adopt a no-first-use policy. That would allow them to occupy moral high ground without sacrificing a deterring capability to retaliate. The US has cited the concerns of allies as a reason for not making a no-first-use pledge. But who would venture to launch a nuclear strike on a U.S. ally, knowing it would invite massive nuclear retaliation? In January 2022, the five nuclear weapon states agreed in a joint statement that "a nuclear war cannot be won and must never be fought." If indeed a nuclear war cannot be won, why not pledge no-first-use?

It is a myth that China is not interested in bilateral or multilateral nuclear talks. The real question is what all parties can agree to talk about. During recent years, China has been reluctant to talk about the size and speed of its nuclear buildup, while the US has refused to talk about no-first-use. That ice can be broken by exploring other matters such as

non-targeting of nuclear power plants, and they can exchange a list of nuclear facilities that they agree not to target with conventional weapons, as India and Pakistan are doing. Also, given that China's nuclear arsenal is expanding, perhaps they can finally talk about mutually-assured vulnerability, something that the US has so far refused to recognize.

China and the US could agree not to conduct anti-satellite attacks (ASAT). Both of them, along with Russia and India, have demonstrated anti-satellite capabilities through weapon tests. China and the US combined have tens of thousands of satellites sharing congested low earth orbits (LEO) and more are coming. This means neither side can destroy all the satellites of the other side. But the debris from even a few destroyed satellites could pose risks to their own satellites. Therefore, they could jointly propose a mutual moratorium on destructive tests. Similarly, timely notification procedures should be



© Spike Hu, Unsplash

set up for high-risk scenarios, such as satellite close approaches, debris collision risks, and in-orbit testing of directed energy devices.

Yet none of this is possible if the US continues with the Golden Dome system which requires placing weapon systems in orbit. President Trump believes “we must have American dominance in space. And so we will”. This is a hallucination. No defense system is 100% effective. A war in space would be a prelude to or part of an all-out nuclear war in which there cannot be any winners.

China and the US should work towards institutionalizing mutual notification of specified missile launches. Because there is already agreement between Russia and the US on mutual notification and between China and Russia on missile launch notifications, an agreement on mutual notification between China and the US can lead to a trilateral notification agreement.

In September and November, 2024, Beijing and Washington notified each other of intercontinental ballistic missile (ICBM) tests. This was a rare yet good example of confidence-building. Alas, it was followed by a bad example: in August 2026, the US led a group of 41 countries in criticizing China (without naming it) for not providing 24 hours’ advance notice of a sea-launched ICBM test into the South Pacific. They complained that the test was not in line with the Hague Code of Conduct Against Ballistic Missile Proliferation (HCOC). This was nonsensical because China is not a party to the HCOC and China did give advance notice to relevant countries, including the US.

Since China and the US dominate AI development, they should take the lead in talking about the application of AI in the military field. In 2024, President Xi and President Biden agreed to have human oversight over nuclear command & control systems. But to date there have been no fol-

low-up discussions on this specific issue. Perhaps a non-governmental experts’ dialogue could help to achieve agreement on the following: a ban on fully autonomous AI nuclear strike algorithms, restricting AI to advisory threat assessments, and setting shared standards against malicious cyber disruption of rival nuclear command, control and communications (NC3) infrastructures.

China and the US can also take the lead on pre-notification of strategic missile launches, immediate hotline communication on AI-triggered nuclear false alarms, and exchanges on military AI boundaries in nuclear domains. Eventually, the five permanent members of the UN Security Council could make a joint statement on AI nuclear governance and could integrate human nuclear control clauses into the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons review process, elevating bilateral agreement into multilateral law ●



© Andy Feliciotti, Unsplash

REGARD D'EXPERT

IA : quand l'alerte devient un argument de puissance

Par Thibault RABOUIN



Diplômé du master Analyste en stratégie internationale de l'IRIS Sup' et du master d'Administration publique de l'IPAG de Brest, Thibault a consacré deux mémoires à l'étude des dynamiques informationnelles

et géopolitiques contemporaines, portant sur la désinformation russe et les stratégies de communication ukrainiennes. Il débute sa carrière dans le conseil en stratégie associative, en accompagnant des ONG sur leurs enjeux de gouvernance et de communication, avant d'exercer en affaires publiques sur des dossiers mêlant politique européenne, réglementation et stratégies d'influence. Il développe ensuite une activité indépendante dans le secteur de la communication numérique. Il rejoint Antidox en 2025 en tant que consultant au sein du pôle Veille, où il contribue à la conception et à la mise en œuvre de dispositifs de veille stratégique et réputationnelle pour des acteurs publics et privés.

Sam Bowman mange un sandwich dans un parc quand Mythos lui écrit. Le chercheur d'Anthropic ne s'attendait pas à recevoir un courriel de l'IA qu'il évaluait, dont les communications étaient supposées restreintes. Racontée lors de la présentation de *Mythos Preview*, le 7 avril 2026, la scène se veut frappante. Elle s'accompagne tout de même d'une précision d'importance : l'IA avait explicitement reçu pour consigne de contourner ses protections et de contacter le chercheur. Le modèle y est parvenu, puis a publié les détails de son exploit sur des sites publics – de sa propre initiative, cette fois.

Le lendemain, Futurism titre sur une IA qui s'est « échappée ». À l'été, OpenAI reconnaît des intrusions de ses agents chez Hugging Face, plateforme de partage de modèles d'IA. En septembre, Google confirme au Wall Street Journal des incidents impliquant Gemini, survenus en mai. Anthropic, OpenAI, Google : chacun entre à son tour dans le récit de l'invention qui déborde son inventeur.

Le risque mérite d'être pris au sérieux. Mais la multiplication des alertes produit aussi un effet paradoxal : elle fait la publicité de la puissance qu'elle invite à craindre.

L'alerte comme argument de puissance

L'universitaire David Widder (*Bulletin of the Atomic Scientists*, 2026) le relève : Anthropic et OpenAI peuvent tirer bénéfice de l'idée que leurs produits seraient assez puissants pour menacer l'humanité. Car ce sont bien des produits, insiste-

t-il, destinés à trouver des clients et des investisseurs. Là où le public entend une mise en garde, un financeur peut reconnaître la promesse d'une avance considérable. Une machine capable de déjouer les précautions de ses concepteurs laisse entrevoir tout ce qu'elle pourrait accomplir entre d'autres mains. Le paradoxe tient à ce déplacement. L'entreprise reconnaît une difficulté à maîtriser son modèle ; beaucoup retiendront qu'elle a franchi une frontière. Elle gagne ainsi en réputation de puissance, que l'alerte soit sincère ou intéressée.

En juin, l'intervention de l'administration Trump est venue renforcer ce récit : le gouvernement américain a décidé d'interdire l'accès à Fable 5 et Mythos 5 aux ressortissants étrangers. Faute de pouvoir vérifier la nationalité de ses utilisateurs, Anthropic a finalement suspendu (temporairement) l'accès aux deux modèles pour tous. C'est une contrainte réelle pour l'entreprise. Mais elle apporte aussi au récit une caution extérieure : les capacités de Claude sont devenues une affaire de sécurité nationale.

Dario Amodei connaît bien les ambiguïtés de cette communication. Dans *Machines of Loving Grace*, en 2024, le patron d'Anthropic explique que vanter les bénéfices de l'IA peut passer pour de la propagande ; c'est l'une des raisons pour lesquelles il parle surtout des risques. Son essai déploie une promesse immense : une IA suffisamment avancée pourrait concentrer cinquante à cent ans de progrès biologique en cinq à dix ans, avec des perspectives de traitement de nombreuses maladies. *The Adolescence of Technology*, publié en janvier 2026, raconte quant à lui le passage périlleux vers cet avenir. Amodei y examine les risques de perte de contrôle, d'usages malveillants et de bouleversements politiques ou écono-

miques. D'un essai à l'autre, l'entrepreneur estime donc que l'humanité peut aussi bien guérir ses maux que compromettre son avenir.

Promesse et catastrophe partagent cependant la même prémisse : ces entreprises préparent une transformation hors du commun. Les travaux de Brid-Aine Parnell (AI, Agency and the EU AI Act, 2026) et de Jascha Bareis (How ChatGPT Got Hyped Into Being, 2024) éclairent cette mécanique, où peur, espoir et compétition se renforcent au fil des prises de parole et de leurs reprises médiatiques. Discuter de la manière dont l'IA changera le monde contribue déjà à installer l'idée qu'elle le changera. Le récit gagne sur les deux tableaux : l'enthousiasme lui ouvre des perspectives, la peur lui donne de la gravité.

Un récit qui alimente la course

En mars 2023, une lettre ouverte demandait six mois de pause dans l'entraînement des modèles plus puissants que GPT-4. En mai, Sam Altman, Demis Hassabis et Dario Amodei signaient un texte plaçant le risque d'extinction lié à l'IA aux côtés des pandémies et de la guerre nucléaire. En juillet 2026, près de 1 400 salariés de laboratoires réclamaient les moyens d'en ralentir la progression. Dirigeants et chercheurs se relaient les uns après les autres, quoique leurs intérêts et inquiétudes ne soient pas les mêmes.

Mais c'est justement cette diversité qui fait la force du récit. Une révélation de presse, une alerte venue d'un concurrent ou une démission fracassante lui apportent une crédibilité que l'entreprise ne peut conférer par elle-même. La succession des incidents accrédite l'image de modèles toujours plus puissants, sans qu'il soit nécessaire d'y chercher une mise en scène concertée.

Cette puissance redoutée devient aussi une raison d'accélérer. Le 13 septembre, Donald Trump rejette les appels au ralentissement au nom de l'avance américaine sur la Chine : « whoever wins AI, wins ». Un réflexe qui rappelle celui du projet Manhattan : la crainte de voir l'adversaire accéder le premier à une puissance nouvelle devient une raison d'en accélérer la mise au point.

C'est là le vertige de cette communication. Les alertes signalent des dangers réels, à mesure que les modèles gagnent en autonomie et que leurs capacités se diffusent. Elles contribuent aussi à désigner ce qu'il faut posséder pour ne pas être dépassé. Une alerte peut être fondée et servir les intérêts de l'industrie qu'elle met en cause ●



COMMUNICATION D'ÉVÈNEMENT

Dominique de Villepin, invité du Club 31

Le 5 octobre, le Club 31 a eu le plaisir de recevoir Dominique de Villepin, ancien Premier ministre, pour une soirée d'échanges placée sous le signe de la franchise et du débat.

Le calendrier donnait à cette rencontre une résonance particulière. Cinq jours plus tôt, les États-Unis achevaient le retrait de leurs dernières troupes d'Irak, plus de vingt ans après le début d'une guerre que la France avait refusée par sa voix à l'ONU. Difficile d'imaginer meilleur moment pour l'entendre.

Diplomate de formation, fondateur de La France humaniste et en pleine préparation de sa candidature à l'élection présidentielle de 2027, il a livré sa lecture d'une France et d'une Europe confrontées à un monde qui bascule. Il a évoqué l'affaiblissement de l'État, l'urgence de redresser les finances publiques, la place du dialogue social et des territoires. Il a aussi abordé les grands enjeux de souveraineté (industrie, énergie, intelligence artificielle) dans une compétition internationale où la puissance fait désormais office de diplomatie.

La seconde partie de la soirée a laissé place à un échange nourri avec les participants. Économie, énergie, défense, sécurité : les questions ont reflété la diversité des expertises présentes dans la salle. Notre invité a répondu avec la liberté de ton qui ne l'a jamais quitté.

Merci à Dominique de Villepin pour la qualité de cet échange, et à toutes celles et ceux qui étaient présents. Rendez-vous très bientôt pour notre prochaine rencontre! ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.